

## **Le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade**

La loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 a instauré la possibilité pour les salariés de faire le don d'un certain nombre de jours de repos au profit d'un autre salarié parent d'un enfant gravement malade. Cette loi a renvoyé, pour son application au profit des agents publics civils et militaires, à la prise de dispositions particulières. Deux décrets sont ainsi intervenus courant 2015 pour préciser ses conditions d'application :

- le décret n° 2015-573 du 28 mai 2015, qui permet le don de jours de permission entre militaires, ou d'un militaire vers un autre agent public ;
- le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public, civil ou militaire.

### **Description du dispositif**

L'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2015-580 dispose : « *Dans la fonction publique d'Etat, en tant que de besoin, des arrêtés du ministre intéressé déterminent les autorités auprès desquelles les jours ainsi donnés sont déposés* ».

Le projet d'arrêté comporte un article unique, qui vise à permettre à chaque chef de service qui dispose d'une délégation de pouvoirs sur la gestion des congés annuels, des jours de RTT et des jours de compte épargne temps, de procéder à son niveau à l'organisation de la collecte des jours, à l'anonymisation du don et au leur transfert au profit du bénéficiaire de ces dons.

Ces services sont ceux de l'administration centrale des MEDDE/MLETR et ses services déconcentrés (DREAL, DEAL, DIR, DIRM, etc. – décret du 20 novembre 2013), ainsi que les établissements publics au profit des directeurs desquels une délégation de pouvoir a formellement été établie (Voies navigables de France – décret du 27 décembre 2012 ; Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement – décret du 8 janvier 2014 ; ANCOLS – arrêté du 29 décembre 2014).

Les agents des corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État (décret du 25 avril 1991), des administrateurs civils (décret du 16 novembre 1999), des ingénieurs des ponts des eaux et des forêts (décret du 10 septembre 2009) et des ouvriers des parcs et ateliers (décret du 21 mai 1965) ne relèvent pas des délégations classiques de pouvoirs. c'est pourquoi ils sont expressément cités dans le dispositif.

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du  
Développement durable et de l'Énergie

## Arrêté du

**désignant les autorités de gestion des ministères chargés du développement durable et du  
logement habilitées à la gestion du don de jours de repos à destination d'un agent public  
parent d'un enfant gravement malade**

NOR :

### **La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 342-10 ;

Vu la loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade;

Vu le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 modifié relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928 ;

Vu le décret n° 91-393 du 25 avril 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables au corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État,

Vu le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;

Vu le décret n° 2012-1491 du 27 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des personnels relevant du ministre chargé des transports affectés à Voies navigables de France ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2014-15 du 8 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des agents relevant du ministre chargé du développement durable affectés au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

Vu le décret n° 2015-573 du 28 mai 2015 permettant à un militaire le don de jours de permissions à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade ;

Vu le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade;

Vu l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 fixant la liste des actes délégués au directeur général de l'établissement public Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) pour la gestion des personnels relevant du ministre chargé du développement durable et affectés à l'ANCOLS,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les autorités auprès desquelles sont déposés les jours de repos faisant l'objet d'un don, en application du décret du 28 mai 2015, sont celles qui disposent de la compétence pour édicter les décisions relatives aux congés annuels, à la gestion des jours de réduction du temps de travail et à l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps en application des décrets du 21 mai 1965, du 25 avril 1991, du 16 novembre 1999, du 10 septembre 2009, du 27 décembre 2012, du 8 janvier 2014 et du 20 novembre 2013, ainsi que des arrêtés du 31 mars 2011 et du 29 décembre 2014 susvisés.

**Article 2**

Le secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

**Projet**